

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES MERCREDI 25 OCTOBRE 2006

Un Conseil des ministres s'est tenu ce mercredi 25 octobre 2006, de 12h à 14h, au Palais de la présidence sous la présidence du chef de l'État, Son Excellence Monsieur Laurent Gbagbo.

Le Conseil des ministres a eu à examiner plusieurs projets de décret, ainsi que des communications, et autorisé l'organisation de réunions, ainsi que des missions à l'étranger.

Projets de décret

Sur présentation des ministres en charge des départements concernés et après délibération, le président de la République a signé, au titre des mesures générales, deux décrets.

Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement

Un projet de décret portant organisation du Recensement décennal de la population et de l'Habitation en Côte d'Ivoire pour 2008. Outre une meilleure connaissance de la dynamique démographique, nécessaire à la gestion de l'économie, le recensement projeté fournira des données précieuses pour l'élaboration des plans, stratégies et programmes de développement du pays. Ce recensement revêt, par ailleurs, une importance particulière en ce qu'il fournira des informations statistiques qui aideront à mieux percevoir l'impact de la crise sur les populations et sur l'économie.

Ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Communication

Un projet de décret fixant les conditions de délivrance de la carte d'identité de journaliste professionnel, de professionnel de la communication et organisant la Commission paritaire d'Attribution, conformément à la loi n°2004-643 du 14 décembre 2004 portant régime juridique de la presse.

La carte n'est délivrée qu'au journaliste professionnel ou au professionnel de la communication tels que définis par la loi précitée à savoir : "Toute personne physique qui, outre les conditions tenant à l'exercice régulier et à titre principal de la profession, justifie d'un diplôme supérieur délivré par une école professionnelle de journalisme ou, à défaut, d'une licence de l'enseignement supérieur assortie d'une formation professionnelle de deux ans ou à défaut d'une maîtrise de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme équivalent, assorti d'une école agréée par l'État ou d'un stage professionnel d'un an. La carte est délivrée pour une année renouvelable dans les mêmes conditions. La commission paritaire d'attribution comprend 12 membres représentant le Conseil national de la presse, le Conseil national de la communication audiovisuelle et les organes d'autorégulation. Les décisions de ladite Commission doivent être motivées et sont susceptibles de recours devant les organes de régulation siégeant en formation collégiale et, le cas échéant, devant les juridictions compétentes. Communications Le Conseil des ministres a ensuite entendu cinq communications présentées par les responsables chargés des départements concernés.

Ministère de l'Administration du Territoire

Une communication relative à l'apurement de la dette liée au transport aérien et à l'hébergement des pèlerins, lors des éditions 2004 et 2005 du Hadj et dont le non-paiement ne manque pas de ternir l'image de notre pays auprès des autorités saoudiennes. Cette dette trouve sa source dans le non acquittement par certains pèlerins de leurs frais d'hébergement (33.349.000 FCFA) et dans le manque à gagner de la compagnie Air Universal (84.000.000 FCFA pour l'année 2004; 165.000.000 FCFA pour l'année 2005) lié, d'une part, à une immobilisation de 48h pour retard de délivrance des visas en 2004, d'autre part, à l'autorisation d'une deuxième compagnie en contravention au contrat d'exclusivité signé en 2005. Après délibération, le Conseil a donné son accord pour l'apurement de la dette. Toutefois les associations coupables de manquement seront poursuivies en vue du recouvrement des sommes dues et si besoin était se verront retirer leur agrément.

Ministère de la Fonction publique, de l'Emploie et de la Reforme administrative

Une communication relative au Programme de création d'emplois au profit des jeunes affectés par la crise et au lancement du premier programme expérimental (PRODIGE Ouest).

Il s'agit d'une opération visant à permettre à des jeunes affectés par la crise, de développer sur tout le territoire national, dans les chefs-lieux comme dans les campagnes, des projets dans les domaines de la production, de la collecte et de la commercialisation de produits agricoles; de l'élevage; de la pêche; de l'artisanat; de la petite transformation et des services divers ; de faisabilité en passant par la formation, le renforcement des capacités, l'acquisition des investissements, l'installation et la gestion des projets. Sont associés à ce programme, les organismes spécialisés tels que l'ANADER, l'AGEPE, l'AGEFOP..., les structures de financement décentralisées, les collectivités territoriales, les communautés de base concernées. Le premier programme expérimental concerne la région Ouest, allant de Bangolo à Zouan-Hounien et touchera 1500 jeunes. Ce programme a reçu l'appui du BIT.

Ministère de la Culture et de la Francophonie

Une communication relative à la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de la Commission technique tripartite sur la réforme des droits d'auteur et droits voisins en Côte d'Ivoire.

Ministère de la Production animale et des Ressources halieutiques

Une communication relative au contrôle de la grippe aviaire en Côte d'Ivoire. Il ressort que :

- La grippe aviaire a été décelée en mai 2006. Les deux principaux foyers déclarés (District d'Abidjan, département de San Pedro) sont aujourd'hui maîtrisés par la mise en œuvre de diverses mesures de police sanitaire, à savoir:
 - l'abattage systématique et l'indemnisation des propriétaires ;
 - la désinfection, la fermeture des marchés de volailles ;
 - l'interdiction de mouvements de volailles entre régions ;
 - l'organisation de la surveillance épidémiologique ;

-l'interdiction d'exportation et d'importation de volailles.

Aujourd'hui, suite à cette maîtrise de l'épizootique, les marchés ont été autorisés à rouvrir en juillet 2006 et l'interdiction d'importation a été levée en août 2006 avec cependant quelques restrictions touchant les pays affectés. Des programmes de vaccination d'élevages, de formation de vaccinateurs sont en cours; des comités départementaux de lutte contre la grippe aviaire ont été installés. La Côte d'Ivoire bénéficie de l'assistance technique et financière de la FAO, de l'OMS, de l'UE, de la BAD et de pays amis.

Un budget global de lutte contre la grippe aviaire de 13 millions, a été élaboré. Trois accords de partenariat ont été établis entre les acteurs nationaux de la lutte contre la grippe aviaire (FIRCA et IPRAVI; FIRCA et CNLGA; ANADER et CNLGA). Toutefois la vigilance reste de mise et la veille épidémiologique doit être assurée surtout avec l'annonce pour novembre 2006 des oiseaux migrateurs vecteurs de la grippe aviaire. Par ailleurs, tenant compte de la période des fêtes de fin d'année et de la nécessité d'un approvisionnement approprié du marché de volailles, sans remettre en cause le principe de précaution, des dispositions sont envisagées en vue d'alléger les conditions d'importation de volailles en provenance de pays non affectés.

Ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Économie et des Finances

Un compte rendu du séminaire sur l'optimisation de la dépense publique, organisé du 23 au 26 août 2006 à Yamoussoukro et les conditions de mise en œuvre des résolutions adoptées. Celles-ci visent:

- à développer un modèle efficace de projection budgétaire et une meilleure rationalisation et observation des principes et procédures budgétaires tenant compte notamment de la réglementation communautaire;
- une plus grande maîtrise des recettes de services qui passe par leur parfaite identification et la définition d'un cadre institutionnel réglementaire et fonctionnel précis;
- une meilleure articulation des outils de gestion électronique des finances publiques (SIGFIP, ASTER, SIGMAP) et la vulgarisation dans l'administration du recours aux moyens électroniques;
- l'inscription dans des délais, la mise en œuvre des actions d'exécution des finances publiques;
- la création d'un cadre de concertation entre les structures concernées par la gestion du personnel de l'administration et une plus grande responsabilisation des DAAF et DRH dans la gestion des dossiers des personnels avec la Fonction publique;
- un contrôle plus rigoureux sur les actes générateurs de dépense tels que la consommation d'eau, d'électricité, de téléphone, les missions hors Côte d'Ivoire, le matériel mobilier et immobilier; - la vulgarisation du contrôle des dépenses par la création d'un corps de contrôleurs et le renforcement des contrôles interne et externe, ainsi que la responsabilisation des acteurs clés de l'exécution de la dépense publique. Le ministre délégué a demandé en conclusion, tenant compte de la situation actuelle des finances publiques qui appelle une plus grande rigueur dans leur gestion, l'autorisation pour la mise en œuvre sans délai des différentes résolutions. Après délibération, le Conseil des ministres a adopté les conclusions des différentes communications.

Nominations et agréments

Ministère des Affaires étrangères

Sur présentation du ministre de la Défense assurant l'intérim du ministre en charge de ce département, le président de la République, après délibération a signé plusieurs décrets portant nomination d'ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de la République de Côte d'Ivoire :

- la République du Tchad avec résidence à N'Djamena;
- la République du Mali avec résidence à Bamako ;
- la République du Sénégal avec résidence à Dakar.

De même, après délibération, le Conseil des ministres a donné son agrément pour la nomination:

- du représentant Président de l'ONUDI en Côte d'Ivoire ;
- d'un ambassadeur extraordinaire plénipotentiaire du Royaume de Belgique près la République de Côte d'Ivoire avec résidence à Abidjan ;
- d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République fédérale et démocratique d'Éthiopie près la République de Côte d'Ivoire avec résidence à Abidjan.

Avant la levée de la séance, le Premier ministre a tenu, au regard de la situation délétaire observée à l'approche du 31 octobre 2006 et dans l'attente de la résolution du Conseil de sécurité sur la sortie de crise en Côte d'Ivoire, à rassurer les Ivoiriens. Pour le Premier ministre, la situation est certes difficile, mais le gouvernement demande aux populations de ne pas tomber dans l'angoisse et de ne pas céder à la panique. Il les a également invitées à la sérénité et à garder l'espoir d'une sortie de crise effective.

Le Ministre de la Fonction publique, de l'Emploi et de la Réforme administrative
Porte-parole du gouvernement

Professeur Oulaye Hubert